

Des réformes doivent être engagées maintenant pour s'adapter aux évolutions du monde

par Laurence Boone, Cheffe économiste de l'OCDE

Des réformes doivent être engagées maintenant pour s'adapter aux évolutions du monde. La mondialisation, la transition numérique, le vieillissement démographique et la dégradation de l'environnement sont autant de mégatendances qui déterminent ce que seront, demain, les niveaux de vie et le bien-être. Or, en l'absence d'une reprise de la dynamique des réformes, les perspectives s'annoncent moroses. L'économie mondiale risque de voir à nouveau souffler des vents contraires, avec une croissance qui va fléchir sur fond d'incertitudes commerciales fortes. Parallèlement, les gains de niveaux de vie tels que mesurés par le PIB par habitant n'ont pas encore retrouvé leur niveau d'avant la Grande crise financière. Tous ces facteurs devraient inciter les responsables de l'action publique à engager les réformes nécessaires pour instaurer une croissance plus vigoureuse, plus inclusive et écologiquement durable, et permettre à tous les citoyens de tirer le meilleur parti des perspectives offertes par ce nouvel environnement.

L'édition 2019 d'Objectif croissance présente, à l'intention des décideurs publics de chaque pays, un ensemble de priorités de réformes nationales spécifiques qui doit permettre de se préparer aux évolutions futures et de transformer les défis liés aux mégatendances en chances pour tous.

Les gouvernements s'emploient de plus en plus à relever les défis sociétaux et cela commence à porter ses fruits

Si l'on examine les résultats des réformes obtenus au cours des deux dernières années, on aboutit à un bilan mitigé. Le rythme global des réformes est retombé à son modeste niveau d'avant la crise, mais plusieurs pays ont tout de même réussi à mettre en oeuvre des réformes majeures, répondant directement à des priorités énoncées dans des éditions passées d'Objectif croissance.

On peut citer comme exemples des réformes visant à stimuler l'emploi et à rendre le marché du travail plus inclusif. La France a ainsi amélioré les négociations collectives et la sécurité juridique des licenciements, réformé les règles de l'assurance-chômage et renforcé les prestations liées à l'exercice d'un emploi. Le Japon de son côté a pris des mesures pour améliorer l'offre de services d'accueil de jeunes enfants et adopté de nouvelles lois sur les heures supplémentaires afin d'améliorer l'équilibre vie professionnelle-vie privée.

Des actions de simplification de la réglementation et des mesures relevant de la politique fiscale ont été également mobilisées pour soutenir l'investissement et la croissance des entreprises, mais aussi pour donner aux pouvoirs publics les ressources nécessaires à la redistribution. Ainsi, les États-Unis ont abaissé le taux de l'impôt sur les bénéfices des sociétés et réformé la fiscalité des entreprises, mesures qui font partie depuis longtemps des priorités formulées dans Objectif croissance. L'Inde a procédé à une réforme fiscale qui fera date avec l'introduction d'une taxe sur les biens et services. D'autres pays, comme l'Espagne, la Grèce et la Pologne, ont pris d'importantes mesures pour améliorer le recouvrement de l'impôt. Plusieurs pays ont fait en sorte de faciliter l'entrée sur les marchés et d'offrir des règles du jeu équitables aux entreprises en réduisant les lourdeurs administratives, en déréglementant les services professionnels et les secteurs de réseaux ainsi qu'en renforçant les pouvoirs des autorités de la concurrence.

Les gouvernements ont également intensifié leurs efforts de réforme pour relever les défis sociaux. La Grèce et l'Italie ont adopté des plans nationaux de lutte contre la pauvreté. En Inde, le raccordement de tous les villages à l'électricité a été achevé et le pays a mis en place un régime national de protection santé ciblant 100 millions de familles pauvres. La Chine a obtenu des avancées dans la réduction de la fracture entre les zones rurales et les zones urbaines qui caractérisait son système de santé en améliorant la portabilité de l'assurance maladie.

Toutes ces réformes ont déjà pour effet d'améliorer la vie de millions de personnes. Pourtant, il reste encore à faire, et Objectif croissance se fait l'écho de l'expertise des spécialistes de l'OCDE quant aux domaines sur lesquels les responsables de l'action publique devraient concentrer leur action de réforme afin d'offrir aux générations futures une croissance durable et inclusive.

Il faut faire davantage, notamment en matière de réformes susceptibles de déboucher sur des résultats plus forts et plus justes

Les priorités de réforme destinées à promouvoir une croissance inclusive diffèrent d'un pays à l'autre. De fait, l'éducation est la priorité de réforme la plus largement partagée, et elle est indispensable pour garantir un emploi aux générations actuelles et futures, de façon à stimuler la productivité et à donner à chacun les meilleures chances de mener une vie épanouissante. Un grand nombre de recommandations relevant du domaine de l'éducation mettent l'accent sur un meilleur ciblage des ressources en direction des élèves et des établissements défavorisés ; c'est le cas dans de nombreux pays d'Europe et d'Amérique latine, mais aussi aux États-Unis. Pour des économies de marché émergentes comme l'Inde ou l'Afrique du Sud, il est recommandé de moderniser les infrastructures scolaires.

La croissance et l'égalité des chances pourront aussi bénéficier de mesures visant à remédier au cloisonnement du marché du travail ainsi qu'à améliorer l'intégration des femmes, des migrants, des minorités et des travailleurs seniors sur le marché du travail, autant de mesures qui constituent un autre ensemble de priorités d'Objectif croissance, en particulier en Europe, mais aussi aux États-Unis, au Japon et dans plusieurs économies de marché émergentes.

Des réformes fiscales visant à donner plus de poids à la fiscalité du patrimoine constituent une priorité à l'appui de la croissance dans de nombreux pays, notamment des économies avancées. Faire en sorte d'améliorer l'efficacité du secteur public, de renforcer l'état de droit et d'offrir des infrastructures appropriées et accessibles sont des mesures qui comptent pour économiser les ressources, ouvrir l'accès aux marchés et créer des conditions favorables aux entreprises et à l'innovation, en particulier dans les économies de marché émergentes, mais pas seulement.

Les réformes des marchés de produits constituent un domaine où les pays ont tendance à prendre du retard. De fait, ces réformes sont souvent délicates et leur mise en oeuvre parcellaire, mais l'ouverture des marchés à l'entrée, à la concurrence ainsi qu'aux échanges et investissements étrangers est essentielle pour favoriser l'innovation, la diffusion des technologies numériques et, au final, les gains de productivité et l'inclusion sociale. Des réformes de ce type restent parmi les fréquemment préconisées dans Objectif croissance.

Objectif croissance contient des orientations à l'intention des responsables de l'action publique sur les domaines où ils peuvent concentrer leurs efforts de réforme pour assurer le bien-être de leurs concitoyens et pour asseoir une croissance forte, durable, équilibrée et inclusive. Cela étant, certaines des priorités énoncées relèvent d'un effort coordonné de

l'ensemble des pays, notamment en ce qui concerne l'ouverture aux échanges, les droits de propriété intellectuelle, la fiscalité des entreprises multinationales, le changement climatique, la sauvegarde des océans ou encore le traitement des déchets. En tant que telles, elles viennent utilement nous rappeler les avantages de la coopération multilatérale.

La croissance doit être écologiquement durable

Répondant à l'urgence climatique et en écho à l'Accord de Paris, la présente édition d'Objectif croissance aborde pour la première fois les problématiques sous l'angle de la viabilité environnementale. Partout dans le monde, les tensions sur l'environnement s'intensifient, et constituent une menace pour la soutenabilité des gains de croissance et de bien-être. Aucune stratégie de croissance durable ne saurait se concevoir sans des mesures de lutte contre la pollution de l'air, le changement climatique et d'autres grands problèmes environnementaux. En conséquence, la plupart des pays, y compris les plus grands pollueurs de la planète, se sont vu attribuer des priorités et recommandations de réforme qui visent à la fois les freins mis à la croissance et les goulets d'étranglement environnementaux.

Ces réformes doivent être engagées maintenant, pour assurer une vie meilleure aux citoyens d'aujourd'hui et aux générations futures.